

Numéro 7 - 8 février 2020

Appuyons les Wet'suwet'en!

**Condamnons la violence de l'État
colonial canadien!**



CALENDRIER D'ÉVÉNEMENTS

- Des actions partout au Canada en appui aux Wet'suwet'en
 - La GRC expulse violemment les Wet'suwet'en
 - Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique -
- Contestation judiciaire déposée contre l'approbation environnementale du gazoduc Coastal GasLink
 - Chefs héréditaires Wet'suwet'en -
- Invasion : un film sur la nation wet'suwet'en

29e marche commémorative des femmes du 14 février

- Justice pour les femmes et filles autochtones disparues ou assassinées! Mettons fin à la violence!

Appuyons les Wet'suwet'en!

Condamnons la violence de l'État colonial canadien!



Vancouver, 6 février 2020

Tôt le matin du 6 février, des policiers de la GRC en tenue d'intervention tactique, armes au poing et avec des chiens, et un convoi de plus d'une douzaine de véhicules, ont commencé à expulser des gens du territoire traditionnel des Wet'suwet'en. La cible de l'attaque était le camp Gidumt'en situé au kilomètre 39 (la distance de l'autoroute 16) du chemin de service forestier de la rivière Morice. La GRC est intervenu pour faire respecter une injonction accordée le 31 décembre 2019 à Coastal GasLink (CGL) par la Cour suprême de la Colombie-Britannique. La GRC a fait tout son possible pour empêcher les journalistes d'observer et de rapporter ce qui se passait. Le raid a commencé juste avant 5 heures du matin, alors que la plupart des gens dormaient. À 6 h 22, le campement des Unist'ot'en a rapporté : « Nous avons perdu toute communication avec le poste de surveillance de Gidumt'en au kilomètre 39 après que la GRC eut brisé la vitre du véhicule radio. » La fenêtre a été brisée afin d'arrêter la personne qui se trouvait dans le véhicule et qui s'occupait des communications. À 7 h 22, le camp des Unist'ot'en a rapporté que « 36 véhicules, une ambulance et de la machinerie lourde se sont rendus au kilomètre 4. Au moins 2 bulldozers et pelle mécanique. »



Le 6 février, raid de la GRC sur le campement Gidumt'en au kilomètre 39 sur le chemin de service forestier de la rivière Morice

En quelques heures, plus de 50 communautés au Canada et à l'étranger se sont mobilisées pour tenir des actions condamnant le raid de la GRC et le comportement méprisable des gouvernements du Canada et de la Colombie-Britannique qui refusent de rencontrer les chefs héréditaires des Wet'suwet'en. Les chefs héréditaires ont émis un avis d'expulsion le 4 janvier à CGL qui a envahi les terres des Wet'suwet'en pour construire une partie de son gazoduc jusqu'à l'usine de LNG Canada, à Kitimat.

Le raid de la GRC ayant été prévu, les gens s'étaient préparés et ont réagi face à la police par des messages, y compris des vidéos sur les réseaux sociaux, réaffirmant le droit des Wet'suwet'en de défendre la terre et ses ressources et leur détermination à ne pas reculer. Le même jour, les chefs héréditaires ont publié un communiqué de presse annonçant qu'ils avaient « déposé une demande de révision judiciaire de la décision de l'Agence d'évaluation environnementale (AÉO) de prolonger pour encore cinq ans le certificat environnemental du projet de gazoduc de Coastal GasLink qui transporte dans le nord-ouest de la Colombie-Britannique du gaz obtenu par fracturation. »

Les négociations de mauvaise foi ouvrent la voie à la criminalisation des défenseurs de la terre

Le raid de la police a eu lieu exactement sept jours après que les chefs héréditaires ont accepté la proposition d'une période de sept jours pour des discussions avec des représentants du gouvernement de la Colombie-Britannique, sans la présence du premier ministre. Les pourparlers se sont terminés après deux jours, le 4 février, sans résolution du conflit, ce qui n'était guère surprenant car le premier ministre avait déclaré : « Je ne m'attends pas à ce que les dirigeants disent demain qu'ils aiment le gazoduc. Ce ne sont pas mes attentes. Mais il doit y avoir un consensus légitime que la majorité des gens de la région va en bénéficier, et c'est ce que le dialogue produira. » Les chefs héréditaires ont participé de bonne foi, contrairement au gouvernement provincial, représenté par le ministre des Relations avec les Autochtones et de la Réconciliation, Scott Fraser. Durant ces sept jours, la GRC a massé ses agents à Houston, à environ 300 km au nord-ouest de l'autoroute 16 de Prince George, se préparant à l'invasion que l'État avait planifiée.

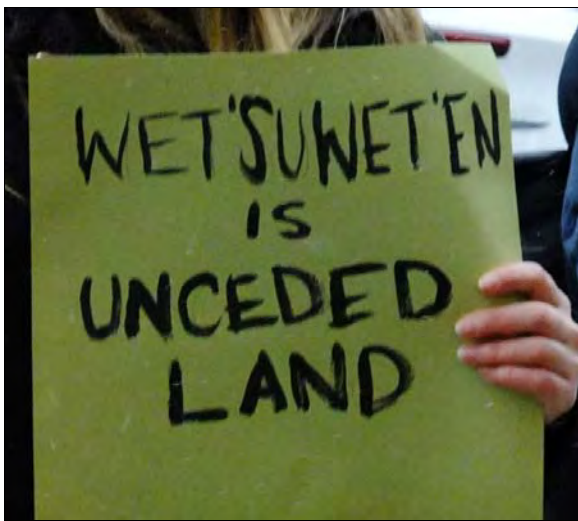
Sur le site Web de la GRC on peut lire : « Le 31 décembre 2019, la Cour suprême de la Colombie-Britannique a accordé l'injonction interlocutoire à Coastal GasLink contre les personnes qui interfèrent avec le projet Coastal GasLink » et, qu'à la lumière de l'échec des pourparlers entre les chefs héréditaires et le gouvernement de la Colombie-Britannique pour conclure une entente et compte tenu du fait que le délai discrétionnaire maximal prévu par l'injonction avait expiré, la GRC n'avait d'autre choix que d'agir. Ainsi, la GRC répand la désinformation selon laquelle elle est une partie neutre qui se contente de faire respecter la loi, et non l'instrument violent de l'État canadien, de l'oligarchie financière et des monopoles du gaz et du pétrole et de leurs gouvernements, qui imposent leurs intérêts privés étroits au-dessus des intérêts des peuples autochtones et canadiens.

De cette façon, les Wet'suwet'en sont criminalisés en tant que personnes « qui interfèrent avec le projet Coastal GasLink » et doivent être arrêtés. Il est important de noter qu'en plus de ne pas avoir l'approbation des chefs héréditaires, qui sont l'autorité politique traditionnelle sur le territoire des Wet'suwet'en, CGL n'a pas encore pleinement respecté les exigences légales de l'Agence d'évaluation environnementale (AÉO) à savoir quelles mesures CGL prendra pour atténuer les effets négatifs du gazoduc, même si l'AÉO a délivré un permis pour que la construction du gazoduc se poursuive. Le rapport d'évaluation soumis par CGL à l'AÉO ne mentionne même pas l'existence du centre de guérison Unist'ot'en, qui représente un lieu sacré pour les Unist'ot'en, l'un des cinq clans



qui composent la nation wet'suwet'en. Les Unist'ot'en notent que leur « centre de guérison a été construit avec l'aide de colons sympathisants qui travaillent main dans la main avec nous pour financer et construire l'infrastructure qui nous permet de fournir des programmes de guérison culturellement enracinés dans les pratiques mises de l'avant par et pour les peuples autochtones. Elle est l'aboutissement de décennies de planification et de décolonisation. Cette vision de la guérison par la revitalisation culturelle et de rétablir le lien avec la terre est le fondement de notre plan d'utilisation du territoire et dépend d'un territoire sain et intact. » Le 6 février, le jour de l'agression de la GRC, les chefs héréditaires ont demandé une révision judiciaire de la décision de l'AÉO d'accorder le feu vert au projet.

En réponse à l'invasion violente du territoire des Wet'suwet'en et aux arrestations des défenseurs de la terre, le chef héréditaire Na'Moks des Wet'suwet'en a dénoncé l'attaque en déclarant : « Notre peuple est pacifique, ceux qui nous appuient sont pacifiques mais ils [la GRC] sont entrés avec les forces armées pour expulser les gens qui étaient pacifiques [et] qui font la bonne chose, au bon moment et pour les bonnes raisons [...] Nous exerçons notre juridiction. »



Les excuses données par l'État canadien et les médias monopolisés pour justifier la prolongation du gazoduc et les attaques contre les Wet'suwet'en cachent commodément le fait que les chefs héréditaires et le peuple wet'suwet'en ont agi légalement dans le cadre de leur *Anuc'niwh'it 'en* (loi des Wet'suwet'en), des lois internationales et des lois canadiennes qui reconnaissent les Wet'suwet'en comme les détenteurs des titres de leur territoire et qu'ils continuent d'appeler à une solution pacifique du conflit. C'est l'État canadien qui a agi illégalement pour essayer de réprimer l'affirmation des Wet'suwet'en de leurs droits sur leur propre territoire. Ce qui n'est pas non plus

reconnu, c'est que la nation souveraine des Wet'suwet'en et ses lois ont un statut politique égal aux lois du Canada, et que cela doit être reconnu et respecté comme fondement de la réconciliation entre le Canada et les peuples autochtones. C'est ce que les peuples autochtones et les Canadiens veulent et demandent, pour rompre avec le passé colonial du Canada.

La juge en chef de la Colombie-Britannique, Margaret Church, a statué dans sa décision du 31 janvier qui accorde l'injonction demandée par CGL de poursuivre la construction illégale du gazoduc, que les lois des Wet'suwet'en n'avaient aucune valeur légale dans le système juridique canadien. Elles ne sont tout simplement pas reconnues. Pendant ce temps, les travailleurs de partout au pays ne manquent pas d'expérience des lois canadiennes et de la façon dont elles servent l'oligarchie financière et leurs intérêts privés étroits, comme dans ce cas de colonialisme moderne.

Ce refus de reconnaître l'autorité des lois autochtones sur le territoire autochtone se reflète dans la déclaration de la GRC qui dit maintenant que la « zone d'exclusion » est interdite et que c'est leur commandant en chef, et non les chefs héréditaires wet'suwet'en, qui décidera qui peut y entrer. Ça ne doit pas passer !

Molly Wickham, porte-parole du clan des Gidumt'en, membre de la nation wet'suwet'en, a fait remarquer à propos des personnes arrêtées puis relâchées sans condition : « Ils sont sur le chemin du retour, et cela témoigne du fait que nous n'allons nulle part [...] »

« Vous pouvez nous arrêter, vous pouvez essayer de nous expulser du territoire, vous pouvez nous expulser violemment du territoire, et nous reviendrons toujours. »

La répression policière des journalistes

Comme cela s'est produit en janvier 2019, lorsque la GRC a agressé et expulsé des personnes du territoire des Wet'suwet'en, des journalistes ont également été harcelés, gênés, menacés et empêchés de faire leur travail. Amber Bracken, journaliste indépendante pour *The Narwhal*, une publication basée en Colombie-Britannique, est au camp Unist'ot'en au kilomètre 66 de puis le 12 janvier. Ce camp, à 17 h le 6 février, était en dehors des lignes de police - la zone d'exclusion mise en place au kilomètre 27 - et n'a pas fait l'objet d'une descente. Cependant, selon *The Narwhal*, elle se trouve dans la position difficile de risquer d'être arrêtée si elle document les événements en cours. *The Narwhal* cite Karyn Pugliese, présidente de l'Association canadienne des journalistes, qui affirme qu'« elle a confirmé des informations selon lesquelles la GRC a dit aux journalistes de ne pas photographier ni filmer des officiers en tenue tactique portant des fusils d'assaut, ou des arrestations - sinon ils risquaient de se faire arrêter. La police a également arrêté des journalistes dans une camionnette et les a expulsés du site. »



Des actions partout au Canada en appui aux Wet'suwet'en

Des mesures d'urgence ont été prises partout au Canada le 6 février pour exiger que la GRC quitte immédiatement le territoire souverain des Wet'suwet'en et pour appuyer le droit du peuple wet'suwet'en à l'autodétermination, y compris le droit de refuser la construction du gazoduc CGL à travers leur territoire. D'autres actions d'urgence ont eu lieu le 7 février et d'autres encore sont prévues dans les prochains jours alors que les Canadiens de tous les horizons resserrent leur unité dans l'action pour appuyer la nation héroïque des Wet'suwet'en. Ils demandent aux libéraux de Trudeau, au gouvernement néodémocrate de Horgan, à leurs tribunaux et à leur police de cesser de terroriser et de criminaliser le peuple wet'suwet'en et de s'asseoir avec les chefs héréditaires pour trouver une solution politique au problème du respect des droits des peuples autochtones.



Sur l'autoroute 16, près de New Hazelton,
Colombie-Britannique, 6 février 2020



Courtenay, Colombie-Britannique, 6 février 2020





Victoria, Colombie-Britannique, 6 février 2020



Victoria, Colombie-Britannique, 7 février 2020



Vancouver, Colombie-Britannique, 6 février 2020



Edmonton, Alberta, 7 février 2020



Aux Six Nations, fermeture de l'autoroute 403, Ontario, 6 février 2020



Toronto, Ontario, 6 février 2020



Toronto, Ontario, 7 février 2020





Ottawa, Ontario, 7 février 2020





Montréal, Québec, 7 février 2020



Halifax, Nouvelle-Écosse, 7 février 2020

GRC et Coastal GasLink, hors du territoire des Wet'suwet'en !

(Photos: LML, UBCIC, Wet'suwet'en, J. Winters, B. Fee, Martlet, G. Newen Qananchiri, S. Hamilton, L. Kathlyn, TheActaFist777, PBI, B. Patterson, Climate Justice Montreal, C. Smith)

La GRC expulse violemment les Wet'suwet'en

- Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique -



Au milieu de la nuit, la GRC a agressivement envahi le territoire ancestral et non cédé des Wet'suwet'en. Cette violence insensée a été déployée sous la supervision des gouvernements provincial et fédéral.

Le grand chef Stewart Phillip, président de l'Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique (UBCIC), a déclaré : « Nous sommes absolument hors de nous, affligés et angoissés de voir que le titre et les droits des Wet'suwet'en ont été brutalement bafoués et leur droit à l'autodétermination nié. Expulser les peuples autochtones de leur propre territoire est en violation flagrante et révoltante de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, que le gouvernement Horgan s'était engagé à respecter en adoptant la loi 41, et que le gouvernement Trudeau s'est aussi engagé à respecter par une législation à venir. Les droits autochtones sont des droits humains et ils ne peuvent pas être ignorés ou écartés pour aucune raison au monde, surtout pas pour des intérêts économiques. Nous appelons la GRC à se retirer immédiatement et nous appelons la Couronne à immédiatement assumer sa responsabilité de mettre fin à cette violence. »



« Nos prières vont au leadership et aux Wet'suwet'en, nous sommes avec vous et nous le serons toujours, a affirmé Kukpi7 Judy Wilson, secrétaire-trésorière de l'UBCIC. Nous rejetons catégoriquement et trouvons insultant que la Couronne et la GRC aient fait tout leur possible pour éviter ce qui s'est produit. Il y a toujours des options pour la Couronne. Ce n'est pas une option que de faire traverser un pipeline sur le territoire des détenteurs de titres et de droits légitimes qui n'ont pas accordé leur consentement. Nous demandons au premier ministre Horgan : pourquoi n'avez-vous pas tout simplement rencontré les chefs ancestraux lorsque vous avez été invité à le faire, et empêché tout ceci de se produire ? Aucun horaire n'est trop chargé pour empêcher la tenue d'une réunion qui aurait pu jouer un rôle majeur dans la prévention de la violence dont nous sommes aujourd'hui témoins. »



Le convoi de la GRC et les véhicules de Coastal GasLink atteignent le point d'accès des Gidimt'en le 7 février 2020.

Le chef Don Tom, le vice-président de l'UBCIC, a affirmé : « Le recours à la force armée pour expulser les peuples autochtones de leurs territoires non cédés et traditionnels contre leur volonté n'est pas de la réconciliation, c'est du colonialisme dans toute sa laideur et son hypocrisie. Nous

sommes touchés et inspirés par l'engagement résolu et indéfectible du peuple wet'suwet'en à défendre ses territoires contre un projet d'extraction de ressources qui aura de sérieuses répercussions sur leurs terres et leurs cours d'eau et accélérera les changements climatiques. Je réitère les sages paroles de Na'Moks, le chef ancestral des Wet'suwet'en, qui a dit : « Nous demeurons paisibles et respectueux, puisque nous sommes du bon côté de l'histoire. »

La UBCIC encourage les organisations, défenseurs et membres du public à participer aux actions de solidarité qui sont prévues. Voir le [calendrier](#).

(6 février 2020. Traduit de l'anglais par LML. Photos : Wet'suwet'en, S. Vinal, UBCIC)



Contestation judiciaire déposée contre l'approbation environnementale du gazoduc Coastal GasLink

- Chefs héréditaires Wet'suwet'en -



Les chefs héréditaires expulsent Coastal Gaslink de leur territoire, le 4 janvier 2020

Les chefs héréditaires Wet'suwet'en ont déposé une demande de révision judiciaire de la décision de l'Agence d'évaluation environnementale de la Colombie-Britannique (AÉO) de prolonger pour une autre période de cinq ans le certificat environnemental pour le gazoduc proposé par Coastal GasLink dans le nord-ouest de la Colombie-Britannique pour le transport de gaz fracturé.

La demande conteste la décision de l'AÉO de prolonger les permis malgré plus de 50 cas de non-conformité par Coastal GasLink et le manquement à y inclure les récentes conclusions de l'enquête sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. L'enquête a trouvé des liens directs entre les industries extractives, les « campements d'hommes » et la violence accrue contre les femmes autochtones.

Wet'suwet'en Dinī ze 'et Ts'akē ze' (chefs héréditaires) sont unis dans la poursuite de cette action en justice. La loi canadienne reconnaît la gouvernance traditionnelle Wet'suwet'en, comme la Cour suprême l'a explicitement déclaré dans la décision déterminante *Delgamuukw-Gisday'wa* et réaffirmé dans l'affaire *Canfor c. Sam*.

« Coastal GasLink a bafoué à maintes reprises les conditions énoncées dans son certificat précédent, et n'a montré que du mépris pour notre peuple. Mes cousines sont parmi les femmes et les filles assassinées et disparues, la Colombie-Britannique ne doit pas être autorisée à contourner les règles pour faciliter les opérations qui menacent la sécurité des femmes Wet'suwet'en », a déclaré Dinī ze 'Smogelgem, l'un des chefs héréditaires du clan Lakshamshu (épilobe et hibou).

« Cette affaire concerne la remise en question de l'intégrité du processus d'évaluation environnementale. En recommandant que CGL se voit accorder une prolongation de projet de cinq ans, l'AÉO a manqué à son obligation légale d'examiner correctement les faits, a abdiqué sa responsabilité de se questionner quant aux dommages potentiels de ce projet, et a pris une décision injustifiée et injustifiable », a déclaré Caily DiPuma de Woodward and Co., conseiller juridique des Wet'suwet'en. « La confiance du public dans l'administration du système d'évaluation environnementale de la Colombie-Britannique exige que l'AÉO soit tenu responsable de ses manquements. »

Cette contestation juridique survient à un moment où les Canadiens dans leur ensemble sont de plus en plus préoccupés par l'épidémie croissante de violence contre les femmes autochtones. Le rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et filles autochtones disparues et assassinées a appelé à une action immédiate pour lutter contre « une pratique sociale génocidaire, délibérée et raciale » du Canada et a constaté que « les camps de travailleurs, associés à l'industrie d'extraction de ressources entraînent des taux plus élevés de violence à l'égard des femmes autochtones dans les camps mêmes et dans les communautés voisines. »

Le peuple Wet'suwet'en, sous la gouvernance de ses chefs héréditaires, n'a jamais consenti au projet de gazoduc Coastal GasLink. Cette action en justice vise à renverser la décision de l'AÉO de prolonger le certificat de Coastal GasLink en raison d'un modèle établi de non-conformité de la part du promoteur du projet. Les Dinī ze 'et Ts'akē ze' continuent de résister à la violence coloniale et sexiste contre le peuple Wet'suwet'en et de protéger le territoire des Wet'suwet'en pour les générations futures.



L'action à Comox en appui aux Wet'suwet'en, le 3 février 2020

(6 février 2020. Photos : LML, Wet'suwet'en)

Invasion: un film sur la nation wet'suwet'en

En cette époque de « réconciliation », les territoires autochtones ne cessent d'être saisis de force. Le nouveau film *Invasion* porte sur la résistance du campement Unist'ot'en, du point d'accès Gidimt'en et de l'ensemble de la nation wet'suwet'en contre la violence coloniale du gouvernement canadien et des grandes entreprises.

Le film a été réalisé par le campement Unist'ot'en. Il est [disponible ici](#) en plusieurs versions avec sous-titres en français, en espagnol et en portugais. Vous trouvez également des informations sur l'utilisation du film pour visionnement par des organismes communautaires ou pour recueillir des fonds pour soutenir le campement.



29e Marche commémorative des femmes du 14 février

**Justice pour les femmes et filles autochtones
disparues ou assassinées!
Mettons fin à la violence!**



CALENDRIER D'ÉVÉNEMENTS

Des marches commémoratives des femmes ont lieu le jour de la Saint-Valentin dans les villes du pays, pour exiger que justice soit rendue à toutes les femmes et filles autochtones qui ont été assassinées ou portées disparues et que le gouvernement prenne des mesures pour mettre fin à la violence. Les marches ont commencé en 1992 à Vancouver dans le quartier est du centre-ville, pour exiger que des actions soient prises après le meurtre d'une femme salish du littoral dont la mort a été accueillie avec désintérêt par les autorités et les médias.

Avec des initiatives comme les marches annuelles du 14 février, les femmes autochtones continuent de réclamer justice pour les femmes et filles autochtones assassinées et disparues. À cet égard, les femmes autochtones affirment que c'est la voix du peuple qui doit être entendue quand il s'agit de définir la justice.



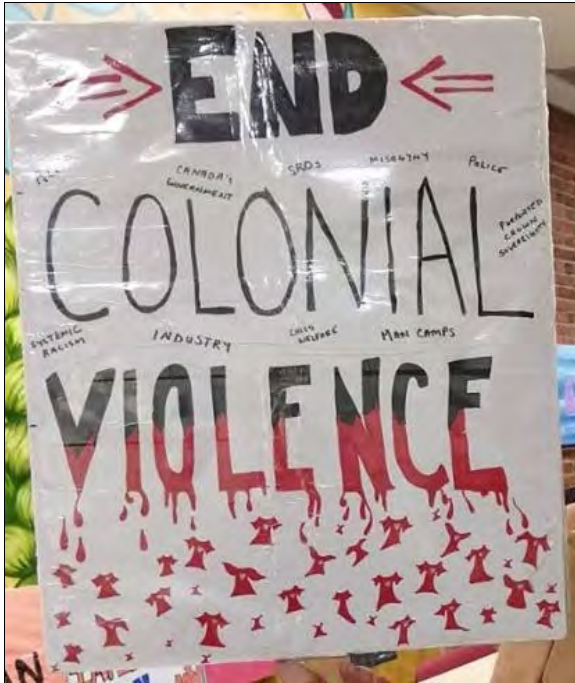
Les marches commémoratives de cette année se déroulent à un moment où les peuples autochtones défendent résolument leur droit d'être contre la violation de leur souveraineté et les attaques violentes contre les défenseurs des terres. Le gouvernement libéral et les instruments de l'État, y compris la police et les tribunaux, imposent la primauté du droit canadien sur le territoire autochtone où il n'a aucune autorité, dans une tentative de nier le titre et les droits des nations autochtones. Le gouvernement Trudeau continue d'affirmer que le cadre colonial avec sa «primauté du droit» au service des entreprises privées doit prévaloir. Il n'a pas l'intention de reconnaître les droits ancestraux et inhérents des peuples autochtones, droits qui leur appartiennent en tant que premiers habitants de l'île de la Tortue.

C'est également le premier 14 février depuis que l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées a rendu son rapport. Le rapport conclut, sur la base des preuves recueillies, que les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées ont été victimes d'un génocide canadien, à savoir une campagne concertée pour éteindre les peuples autochtones, leur histoire, leur culture et leur mode de vie. Dans l'introduction du rapport on lit ceci: « Ces massacres sont les fruits des affirmations coloniales de souveraineté sur les territoires et les peuples autochtones, comme en témoignent la *Loi sur les Indiens*, la rafle des années 1960, les pensionnats indiens, les atteintes aux droits de la personne et aux droits des Autochtones, de même que les politiques actuelles, qui marginalisent ces derniers et entraînent une augmentation directe de l'incidence de la violence, des décès et du suicide chez leurs populations. »

La réponse du gouvernement Trudeau au rapport a été de promettre « un examen complet » et un « plan d'action national ». Cela veut tout simplement dire que le gouvernement n'a pas l'intention de renoncer à ses pouvoirs de prérogative usurpés par la couronne ni d'établir des relations de nation à nation. Il ne va pas redresser les torts commis ni créer les conditions nécessaires pour que les peuples autochtones puissent exercer leur droit d'être. La criminalisation des Wet'suwet'en qui défendent leur souveraineté sur les territoires non cédés montre très bien la position des gouvernements Trudeau et Horlan.

Ce sont précisément ces relations coloniales, y compris la *Loi sur les Indiens*, qui ont imposé un système patriarcal aux nations autochtones. Les femmes sont devenues des « cibles légitimes », un statut que les tribunaux, la police et les autres institutions d'État continuent d'imposer. La violence faite aux femmes et filles autochtones, sur les réserves et en dehors des réserves, est une conséquence du maintien de ces relations coloniales et d'un processus décisionnel imposé, qui devient un outil de génocide. Au cœur du problème il y a le fait que les peuples autochtones ne sont pas vus comme des êtres humains avant des droits et des besoins spécifiques, et avec qui l'État

canadien a des relations de nation à nation définies par des traités ainsi que par le droit international. Ils sont plutôt vus comme des obstacles à l'exécution de décisions prises par des intérêts privés. Le vrai objectif du gouvernement est d'éteindre les droits autochtones, pas de les défendre.



Les intérêts multinationaux privés étroits que les gouvernements servent actuellement exigent que les titres des autochtones sur leur territoire et les ressources soient éteints. Il suffit de regarder les récentes déclarations et actions des gouvernements fédéral et provincial de la Colombie-Britannique qui criminalisent une fois de plus les Wet'suwet'en pour leur juste position d'affirmer la souveraineté sur leur territoire non cédé, pour voir que rien n'a changé depuis le dépôt du Rapport final cinglant de l'Enquête nationale. De toute évidence, le gouvernement Trudeau n'a pas l'intention de rectifier la situation des peuples autochtones et le cadre colonial que le Canada impose à ses relations avec eux.

LML offre ses plus sincères condoléances aux familles et aux proches des femmes et des filles autochtones assassinées et disparues à l'occasion des marches du 14 février. La persistance des

femmes et des peuples autochtones à affirmer leur droit d'être est une inspiration pour tous, en particulier leur insistance à définir ce dont ils ont besoin et à ne pas laisser les autres leur dire ce qui est acceptable. Nous appelons les Canadiens à leur apporter tout leur soutien, notamment en discutant de cette situation avec leurs pairs et en participant aux marches.



(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

Lisez *Le Marxiste-Léniniste*

Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca